



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service eau-environnement
Cellule milieux aquatiques et pêche

Affaire suivie par A. MOENE

Tél. : 04 50 33 77 69

Mél. : alexa.moene@haute-savoie.gouv.fr

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Objet : Curage du ruisseau des Taxis au lieu-dit l'Éculaz sur la parcelle OD-0474

Commune : REIGNIER-ESERY

Milieu récepteur : L'Arve de l'aval de Bonneville à la confluence de la Menoge

Masse d'eau : FRDR555c

Dossier n° : 0100048588

Annecy, le 7 juin 2024

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L211-1, L214-1 à L214-6 et R214-1 à R214-56 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2024-002 du 12 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2024-0393 du 07 février 2024 portant subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée, approuvé le 21 mars 2022 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du SAGE de l'Arve, approuvé le 23 juin 2018 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L214-3 du Code de l'environnement reçu le 27 mai 2024, présenté par la société Velsol France, enregistré sous le n° 0100048588 et relatif aux travaux de curage du ruisseau des Taxis au lieu-dit l'Éculaz sur la parcelle OD-0474 ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration à :

**Velsol France
19 chemin de Saint Romain, Z.A. de l'Éculaz
74930 REIGNIER-ESERY**

concernant les travaux de curage du ruisseau des Taxis au lieu-dit l'Éculaz sur la parcelle OD-0474 dont la réalisation est prévue sur la commune de REIGNIER-ESERY.

15 rue Henry Bordeaux
74998 ANNECY cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : ddt@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L214-3 du Code de l'environnement. La rubrique concernée de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du Code de l'environnement est la suivante :

| Rubrique | Intitulé | Régime | Arrêté de prescriptions générales correspondant |
|-----------------|--|---------------|--|
| 3210 | Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4130 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2150, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1° supérieur à 2 000 m ³ (A) 2° inférieur ou égal à 2 000 m ³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° inférieur ou égal à 2 000 m ³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir | Déclaration | Arrêté du 30 mai 2008 |

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant peut débiter les travaux dès réception du présent récépissé, conformément au dossier fourni. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées en Mairie de REIGNIER-ESERY où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau du SAGE de l'Arve pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de Haute-Savoie durant une période d'au moins 6 mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R514-3-1 du Code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la Mairie de REIGNIER-ESERY et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Il est également possible de saisir la juridiction administrative par le biais du portail "télérecours citoyens", accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Les travaux doivent démarrer dans un délai de trois ans courant à partir de la date de signature du présent récépissé, faute de quoi le pétitionnaire doit solliciter la délivrance d'un nouveau récépissé. Cependant, **tous travaux dans le lit mineur du cours d'eau sont interdits entre le 1^{er} novembre et le 15 mars**, afin de préserver la reproduction des poissons.

Le service en charge de la police de l'eau (ddt-see-ma@haute-savoie.gouv.fr) et l'OFB (mail SD74@ofb.gouv.fr) devront être avertis, **8 jours avant tout commencement des travaux**, de la date de commencement des travaux ainsi que de leur date d'achèvement.

Le maître d'ouvrage devra faire réaliser une pêche électrique de sauvegarde par un organisme agréé, à ses frais, sauf s'il peut démontrer que cette opération n'est pas nécessaire. Pour cela, il prendra l'attache de la FDPPMA74 (04 50 46 87 55) puis informera le service en charge de la police de l'eau (ddt-see@haute-savoie.gouv.fr) et l'OFB (mail SD74@ofb.gouv.fr), 8 jours avant tout commencement des travaux, de la date de commencement des travaux ainsi que de l'avis de la FDPPMA.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, **avant réalisation**, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L216-3 du Code de l'environnement, et notamment ceux en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques, auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le déclarant est invité à appliquer les mesures de gestion, à la situation de la ressource en eau, consultables sur le site internet des services de l'État de la Haute-Savoie:

<https://www.haute-savoie.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevenir-le-risque-et-se-protger/Eau/Secheresse>

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copie de ce récépissé sera transmise par vos soins au conducteur des travaux, que vous devrez par ailleurs informer de l'ensemble des éléments techniques figurant dans le dossier de déclaration en vue d'une exécution conforme.

Pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental des territoires
Le chef de service eau-environnement

Signé Damien ASSADET

Copie à

- M. le Président de la CLE du SAGE de l'Arve
- M. le Maire de REIGNIER-ESERY
- M. le chef du SD de l'OFB

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du Code de l'environnement. Conformément à la loi "informatique et liberté" du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.